



Les conséquences socioéconomiques de la crise dans les régions anglophones du Cameroun sont plus que perceptibles sur le plan économique et social.

Près de 5000 employés sont menacés de compression au sein de la Cameroun Development Corporation, macro agro-industrielle et 2ème plus grand employeur après l'Etat.

Pour cause, ses activités menacées par les violences en zones anglophones sont au ralenties. La direction de cette entreprise, qui a tenu une réunion de crise avec les représentants du personnel et des syndicalistes, a jugé la situation préoccupante. 5000 emplois sont menacés du fait de l'instabilité grandissante dans les régions anglophones.

" L'année 2017 n'a pas été bonne pour la société. La situation pourrait être pire dans un avenir si cette crise persiste, surtout dans le Sud-Ouest", a déclaré Franklin Njie, directeur général de la CDC.

Selon ce dernier, la CDC qui emploie près de 22.000 personnes est dans la tourmente et risque d'aller droit au mur si la situation ne s'améliore pas. Cette chute des activités au sein de la structure n'est pas sans conséquence car comme l'a déclaré le responsable, les salaires des employés seront revu à la baisse d'ici les mois avenir si la situation ne change pas.

"A partir de juin 2018, les travailleurs des différents champs en crise devraient être payés à hauteur de 50% de leurs salaires. Si la crise persiste, elle baissera à 40% en juillet, 35% en août, 30% en septembre et après six mois, ces travailleurs seront licenciés" a-t-il déclaré.

Rappelons que la CDC est une grosse industrie qui produit les produits prisés tels que la banane, le caoutchouc, le café, le thé, l'huile de palme entre autres. Elle est basée dans la région du Sud-Ouest, l'une des régions en proie aux violences sécessionnistes.